



Infolettre n° 38

Juin 2012

Contact : info@aepl.eu

« Le monde ne sera pas détruit par ceux qui font le mal, mais par ceux qui les regardent sans rien faire »
Albert Einstein.

Résultats du colloque “ Un partenariat pour la démocratie et une prospérité partagée : une volonté commune de promouvoir les droits et libertés démocratiques dans les pays du sud de la Méditerranée ”.

AlanFrommer

Tony Van der haegen

Le colloque du 23 avril a donné lieu à un débat à trois voix.

Il y a eu tout d'abord le philosophe laïque, notre invité, Abdelaziz Kacem, qui nous a apporté avec éloquence son témoignage à propos de la situation en Libye, Egypte, Syrie et Yémen et en particulier dans son pays, la Tunisie, où un jeune homme a commis un acte de désespoir qui déclenchera le Printemps arabe. Il y a eu ensuite, les deux hauts fonctionnaires de l'Union, à savoir M. Christian Jouret, du Service Extérieur, et M. Andrew Jacobs, de la Commission européenne. Ceux-ci se sont efforcés tout au long de la journée d'expliquer à l'auditoire les tenants et aboutissants de la politique européenne dans le sud de la Méditerranée et de nourrir le débat qui a suivi. De la sorte, ils ont eu le loisir d'entendre les nombreux avis et remarques des sympathisants de l'AEPL, citoyens européens ordinaires, sur la politique de voisinage de l'Union v-à-v. des pays du Printemps arabe.

1. Le professeur Kacem a commencé par rappeler que la séparation de l'Etat et de la religion fait partie de l'histoire musulmane. Ceci a toutefois changé au 20^{ème} siècle avec l'avènement d'un modèle occidental moderne fondé sur la liberté et l'égalité entre hommes et femmes, mais perçu comme une menace par une société patriarcale dirigée par une minorité masculine privilégiée. Ainsi, la laïcité introduite par Atatürk a été considérée comme l'intrusion dans le monde musulman traditionnel d'une culture occidentale étrangère, comme une sorte de cheval de Troie de l'impérialisme occidental.

Il a insisté sur le fait que le danger était réel que la région du Printemps arabe passe de la dictature à la théocratie. L'Arabie Saoudite utilise ses moyens financiers pour contrer toute tentative de modernisation de l'Islam. Malgré cela, l'Occident apporte son soutien à ce régime. Dans les pays du Printemps arabe, des personnalités de premier plan ont une vision islamiste des choses. L'Union européenne a un rôle important à jouer, mais dispose de peu de temps pour faire en sorte qu'une forme de démocratie éclairée et les droits de l'homme triomphent de l'obscurantisme. Certains sont d'avis que l'islam radical est propre à la religion musulmane. Le professeur Kacem soutient que tel n'est pas le cas. Pour lui, l'islam radical est un phénomène nouveau qui est né de la politique des pays anglo-saxons consistant, à l'époque de la guerre froide, à armer

des musulmans pour barrer la route au communisme. Nous avons laissé échapper le génie de la lampe que nous ne parvenons plus à contenir.

Pour Abdelaziz Kacem, « l'islamisme fait partie de ces maladies qui se prennent pour un remède. Pour la contracter, il suffit d'un prédicateur atteint de wahhabisme, qui viendrait, pour la bonne cause, recycler quelques jeunes paumés des quartiers dits difficiles. Et les voilà prêts à aboyer après les jeunes filles normalement vêtues ou à encadrer ces créatures en burqa noir, corbeaux à l'assaut des institutions qui n'en veulent pas ».

Tout musulman laïc, nous dit Abdelaziz Kacem, rêve d'une Europe qui met de l'humanisme dans l'aide qu'elle fournit et qui considère la rive sud de la Méditerranée comme un partenaire que l'on respecte. Les forces du progrès, à savoir les Arabes qui partagent avec l'Europe les valeurs universelles, sont encore très nombreux. Malheureusement, faute de moyens, leur voix est étouffée et leurs rangs sont dispersés, et ce au moment où les forces obscurantistes, qu'ils combattent, disposent de ressources occultes et illimitées. Aidons-les à être plus efficaces ! Il faut que l'UE soit capable de répondre aux aspirations des arabes progressistes et, partant, de jeter les bases d'un « Contrat de civilisation » et non pas d'une politique « d'intérêts communs ». (Voir le discours remarquable d'Abdelaziz Kacem « Que veulent les pays arabes, que peut l'Europe » en fichier attaché. A noter que le directeur général du BEPA, M.Thébault, l'a jugé d'une telle qualité que le texte a été transmis pour lecture au président Barroso lui-même.).

2. Les deux hauts fonctionnaires de l'UE, quant à eux, ont mis en lumière la politique de l'Europe face aux pays du Printemps arabe ainsi que les modalités de mise en œuvre de cette politique sur le terrain : au début de 2011, quelques mois après le début du Printemps arabe, l'UE a adopté les principes de base de la politique en question et a commencé à adapter des programmes existants (et leurs crédits) aux circonstances nouvelles. M. Jouret a indiqué que l'UE a ainsi arrêté le principe du « plus pour plus », c.à.d. que recevront le plus d'aide de l'UE, les pays qui progressent le plus dans les domaines de la démocratie, des droits de l'homme, de la justice et de l'Etat de droit. Toutefois, l'Union continuerait à donner de l'aide aux populations de ces pays, même si, sur place, les régimes devaient évoluer dans un sens contraire. Dans ce cas, ces régimes seraient soumis à la règle du « moins pour moins ».

Toute une série de montants de l'aide financière que l'Union accorde actuellement dans le cadre de la « Politique de Voisinage » aux pays du Printemps arabe nous ont été communiqués. L'Europe fait preuve de bon sens en différenciant l'aide en fonction de la situation et des besoins spécifiques à chaque pays. L'Union apporte son aide au développement d'une gouvernance démocratique, de la justice, de l'Etat de droit, de l'enseignement et de la création d'emplois afin que les jeunes de ces pays restent sur place et ne soient pas tentés par l'émigration. L'Union travaille également très étroitement avec les organisations de la société civile. A ce sujet, les participants au colloque ont à plusieurs reprises répété l'importance qu'ils attachaient à l'aide fournie aux organisations féminines dans le cadre d'une politique d'égalité hommes/femmes.

M. Jacobs, chef de l'unité Coopération géographique pour le voisinage méridional, DG Développement et Coopération, a expliqué le rôle de la Task Force européenne dans les divers pays du sud de la Méditerranée ainsi que les actions qu'elle y mène sur le terrain. Il a par la même occasion souligné l'attention toute particulière que Lady Ashton, la Haute Représentante de l'UE, attache aux organisations de femmes lorsqu'elle visite la région.

3. Les participants ont eu l'occasion de poser de nombreuses questions et d'exprimer leur point de vue. Les principaux messages que les participants ont adressés aux fonctionnaires européens sont :

- nous ne voulons plus que les institutions européennes soutiennent des régimes non démocratiques comme elles l'ont fait avant les soulèvements populaires du Printemps arabe ;
- nous soutiendrons la politique de l'Union à la condition que l'Europe défende les valeurs qui sont les siennes et que progressent dans les pays du Printemps arabe la démocratie, les Droits de l'Homme, la Justice et l'égalité hommes/femmes ;
- nous voulons que l'aide européenne aille aussi aux populations et abandonne les mécanismes de soutien qui favorisent les grandes entreprises ;
- nous sommes en faveur d'une coopération étroite de l'UE avec des organisations de la société civile comme les syndicats, le patronat et les associations de femmes, qui ont soutenu le Printemps arabe, et estimons qu'il convient de les aider.

Les Sections Régionales de l'AEPL ont, elles aussi, apporté plusieurs contributions importantes au débat. Notons en particulier celle qui a souligné que, si on veut que tout cela ait du sens, les droits et libertés démocratiques doivent faire l'objet dans les pays du sud d'un cadre législatif et être réellement appliqués sous forme de lois. La Charte européenne des droits fondamentaux constitue un tel cadre et est le modèle que l'Europe peut proposer à ces pays. Mais question : ceci est-il faisable dans des pays où la charia a droit de cité ? Or, un nombre croissant de signes tendent à prouver que les nouveaux gouvernements de ces pays comptent parfois dans leurs rangs des partis qui, en fin de compte, entendent appliquer la charia. En fait, ceci pose la question fondamentale de savoir si nous possédons assez de valeurs en commun pour assurer le succès de notre partenariat avec nos voisins du sud ?

Conclusions

En définitive, nous tenons à ce que nos valeurs humanistes rayonnent également dans les pays du sud de la Méditerranée. L'arme par excellence dont dispose l'Europe est la conditionnalité de son aide : « plus pour plus » et « moins pour moins ». Pour souligner combien cette conditionnalité revêt une importance première pour l'AEPL, Alan Frommer, notre président, a adressé, quelques jours après le colloque, une lettre ouverte à Lady Ashton, avec copie à MM. Thébault, Jouret et Jacobs pour insister sur la mise en œuvre de ce principe. Vous pouvez en lire un résumé en fichier attaché.

La raison d'être de l'AEPL est de favoriser l'existence d'une Union européenne imprégnée de nos valeurs, à laquelle adhèrent avec succès les citoyens européens. Elle vise aussi, si l'occasion se présente, ce qui a été le cas lors du colloque, à porter ces valeurs au-delà des frontières de l'Union. Tous ceux qui ont participé, directement ou indirectement, au colloque ont œuvré dans ce sens et contribué à la réalisation de ces objectifs, avant tout en sensibilisant les fonctionnaires directement responsables sur le terrain des pays du Printemps arabe.

Il est intéressant de noter que, après la conférence, les représentants du BEPA ainsi d'ailleurs que les interprètes de service, nous ont confié avoir été impressionnés par le niveau élevé du débat et des remarques présentées par l'auditoire. Ceci ne peut que nous conforter dans notre action.

Le Conseil d'Administration